

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative Bat C  
Boulevard George Sand  
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 06/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CHIMIREC DELVERT**

ZI de la Viaube  
86130 Jaunay-Marigny

Références : -  
Code AIOT : 0010008349

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement CHIMIREC DELVERT implanté 10, rue Siméon RAVAUD ZAC BUZANCAIS VAL DE L'INDRE 36500 Buzançais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMIREC DELVERT
- 10, rue Siméon RAVAUD ZAC BUZANCAIS VAL DE L'INDRE 36500 Buzançais
- Code AIOT : 0010008349
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est un site de transit d'huiles usagées et d'eaux souillées.

Les installations sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 4 mai 2005. Le site relève de la directive IED, et la rubrique principale est la 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux). Par lettre préfectorale du 28/04/2021, il a été pris acte qu'après instruction du dossier de réexamen, il n'était pas nécessaire d'actualiser l'arrêté préfectoral précité qu'il était fait application de l'AMPG du 17/12/2019 relatif aux MTD applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant de la directive IED.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 1.2.1	Demande d'action corrective	60 jours
12	Meilleures techniques disponibles applicables à toutes les installations	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 3.1.I	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 3.1.2.4	Sans objet
3	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 3.1.3.2	Sans objet
4	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 3.1.3.3	Sans objet
5	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 3.1.6.2	Sans objet
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 3.1.7.1.1.	Sans objet
7	Conception et aménagement des	Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 3.5.2.4.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	infrastructures		
8	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 3.5.7.1.1.	Sans objet
9	Cuves de stockage des huiles	Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 4.1.1.2.1.	Sans objet
10	Cuves de stockage des huiles	Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 4.1.2.	Sans objet
11	Dispositions techniques particulières applicables à certaines installations	Arrêté Préfectoral du 04/05/2025, article 4.1.1.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  1.2.1 : le centre de transit comprend : " une aire de stockage vrac comprenant 5 cuves métalliques verticales de 65 m3 une zone de déchargement des huiles..." 1.2.1 : la quantité maximale de transit autorisée annuellement est de 4300 t de déchets (...)
<b>Constats :</b>  Le site relève des rubriques 3550 et 2718 de la nomenclature des ICPE. Lors de la visite du 13 novembre 2025, l'inspection a constaté que les volumes prévus pour le stockage des huiles à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 04/05/2005 sont bien respectés (5 cuves métalliques dont 1 vide). Les flux annuels en transit sont fixés à l'article 1.2.1 de l'AP du 04/05/2005 à 4300 t/an. Lors de l'inspection, l'exploitant indique que ces flux annuels sont dépassés, les quantités stockées à un instant t sur le site restant sous les seuils autorisés cependant.  <b>Constat: Les capacités maximales de stockage autorisées sont respectées mais pas les flux annuels en transit.</b>

L'exploitant devra déposer un rapport à connaissance à la préfecture, en fournissant tous les éléments nécessaires à l'évaluation, s'il souhaite faire évoluer les flux annuels pris en charge sur le site
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 2 : Prévention de la pollution de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 3.1.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont composées des eaux de voiries (parkings, voies de circulation, aires de dépotage,...), collectées sur une superficie d'environ 700 m2. Pour les parkings, voies de circulation et l'aire de dépotage, les eaux doivent être traitées avant rejet par un débourbeur-déshuileur à obturation automatique avec report d'alarme en cas de surcharge. Les autres eaux pluviales susceptibles d'être polluées doivent faire l'objet d'une analyse montrant l'absence de pollution et/ou d'un traitement avant rejet dans le milieu naturel.
<b>Constats :</b>  Les eaux pluviales sont collectées dans un bassin avant traitement et rejet. Les résultats des analyses sont déposés dans GIDAF, et ceux du 13 mars 2025 sont conformes. Pour les parkings, les voies de circulation et l'aire de dépotage, les eaux sont traitées avant rejet par un débourbeurdéshuileur à obturation automatique avec report d'alarme en cas de surcharge.  <b>Aucun écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Prévention de la pollution de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 3.1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux de collecte des eaux de voirie de l'établissement sont équipés d'obturateurs ou de

dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessibles en cas de sinistre. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. L'étanchéité de la dalle sur laquelle reposent les installations est régulièrement vérifiée et renforcée en cas de nécessité.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 13 novembre 2025, l'inspection a pu constater que l'isolement du site se fait à l'aide de deux vannes. Une consigne pour l'utilisation de ces vannes est présente à proximité de chacune des vannes.</p> <p>L'entretien de ces vannes est réalisé en interne.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a visuellement observé que les dalles en béton ainsi que les zones de circulation en enrobé sont en bon état.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Prévention de la pollution de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 3.1.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin ou dispositif de confinement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité dont la valeur ne peut être inférieure à 215 m<sup>3</sup>. Avant rejet vers le milieu naturel, la vidange suit les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Les eaux pluviales stagnantes dans le bassin sont pompées et traitées par le séparateur d'hydrocarbures du site avant rejet au milieu naturel. L'industriel dispose à ce titre d'une pompe de relevage sur le site. Un panneau extérieur précise les consignes de fonctionnement de la vanne de dérivation permettant l'utilisation du bassin.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les réseaux susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées en cas d'accident ou d'incendie, incluant celles utilisées pour l'extinction, sont raccordés à un bassin de confinement étanche, dont la capacité est supérieure à 215 m<sup>3</sup>. Lors de la visite, la disponibilité du bassin est vérifiée (niveau bas)</p> <p>Les eaux pluviales stagnantes sont pompées et traitées par le séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans le milieu naturel. Une pompe de relevage est présente sur le site pour cet usage. De plus, un panneau extérieur précisant les consignes de fonctionnement de la vanne de dérivation permettant l'utilisation du bassin est bien visible.</p>

Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 5 : Prévention de la pollution de l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 3.1.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Débourbeur-déshuileur
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation d'un déboubeur-déshuileur conditionne une fréquence d'entretien a minima annuelle de ce dernier ; les déchets qui en résultent sont gérés selon l'article 3.3.4 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'entreprise indique qu'elle a investi dans un hydrocureur pour optimiser le processus de gestion et de nettoyage des installations et précise qu'elle réalise cette opération au minimum une fois par an.  Pas d'écart constaté
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.  En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan dûment motivé.
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 3.1.7.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :100 % de la capacité du plus grand réservoir,50 % de la capacité des réservoirs associés. »
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du 13 Novembre 2025, l'inspection n'a pas constaté la présence de substance pouvant créer une pollution des eaux ou du sol stockées hors rétention ou sous des rétentions sous dimensionnées.

Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 7 : Conception et aménagement des infrastructures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 3.5.2.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n°88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit et tout échauffement. Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs. La mise à la terre est effectuée suivant les normes en vigueur. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles. En outre, les canalisations dont la détérioration peut avoir des conséquences sur la sécurité générale de l'établissement feront l'objet d'une protection particulière, définie par l'exploitant, contre les risques provenant de ces zones.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques rédigé par DEKRA le 20 février 2025 ne relève aucune observation, et le document Q18 établi lors de cette vérification indique que l'établissement ne présente aucun risque d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 8 : Moyens d'intervention en cas d'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 3.5.7.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Définition des moyens
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés. Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu d'extincteurs ou de moyens d'extinction équivalents adaptés au risque et en nombre approprié. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des</p>



installations classées, de l'exécution de ces dispositions.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du 13 novembre 2025, l'inspection a constaté la présence de huit extincteurs répartis sur le site. Ils sont bien identifiés, et le jour de la visite, aucun extincteur n'a été jugé difficile d'accès. Un véhicule-citerne était également présent, équipé d'extincteurs conformément à la réglementation. La dernière vérification de ces extincteurs a été effectuée par la société Desautel le 18 février 2025.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Cuves de stockage des huiles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 4.1.1.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conception, protection et accessibilité des cuves et équipements connexes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les matériaux constitutifs des cuves sont compatibles avec la nature des déchets qui y sont stockés et leur forme permet un nettoyage facile. Les cuves sont aménagées et positionnées de façon à assurer un transvasement correct et une vidange complète des véhicules. Les cuves et canalisations sont protégées contre les agressions mécaniques (notamment du fait des véhicules). Des dispositifs de niveau avec report d'alarme sonore et visuel équipent ces cuves. Le niveau de chaque cuve doit pouvoir être contrôlé en permanence depuis le poste de dépotage et l'alarme de niveau haut doit interrompre automatiquement l'opération de dépotage en cas d'atteinte du niveau maximal. Les postes de raccordement des tuyaux et les postes de pompage doivent être placés à l'intérieur des rétentions. Les cuves doivent par ailleurs être équipées d'un dispositif de trop plein permettant de collecter tout débordement accidentel.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du 13 novembre 2025, l'inspection a constaté la présence de jauges sur le flanc des 5 cuves . Sur chaque jauge un capteur permet l'arrêt du dépotage lorsque la cuve est pleine.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Cuves de stockage des huiles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2005, article 4.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]L'état intérieur et extérieur des cuves doit être contrôlé aussi souvent que nécessaire en

fonction de l'agressivité et du danger présentés par les produits entreposés.[...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 13 novembre 2025, l'inspection a constaté la présence de cinq cuves qui ont subi un contrôle détaillé réalisé par la société SCOPEO entre le 3 mars 2021 et le 8 février 2022. Les travaux de remise en état ont été effectués par la société Moriceau le 11 mars 2022, conformément au rapport de SCOPEO.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Dispositions techniques particulières applicables à certaines installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2025, article 4.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Le centre de transit comprend notamment une cuve métallique verticale vide de 65 m<sup>3</sup>. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 13 novembre 2025, l'inspection a constaté que la cuve centrale n°3 était vide. Cette cuve est normalement destinée aux services de secours en cas de nécessité. Ceux-ci auraient indiqué à l'exploitant ne plus en avoir la nécessité. L'exploitant souhaite pouvoir utiliser cette cuve, ce qui éviterait le recours aux cuves de 1m3 en stockage à plat, comme observé. Pour ce faire, l'exploitant peut soumettre un porter à connaissance à la préfecture, en fournissant tous les éléments nécessaires à l'évaluation.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Meilleures techniques disponibles applicables à toutes les installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 3.1.I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des flux de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>

**Séparation des déchets (a)** Les déchets sont triés selon leurs propriétés pour faciliter leur stockage et leur traitement, dans un souci de respect de l'environnement. Cela inclut leur séparation physique et la définition des lieux et moments de stockage.

**Compatibilité des déchets avant mélange (b)** Des tests et mesures sont réalisés pour éviter les réactions chimiques dangereuses lors du mélange des déchets. Ces tests évaluent les risques pour la sécurité, l'environnement et les informations fournies par les précédents détenteurs.

**Tri des déchets solides entrants (c)** Ce tri vise à éliminer les matières indésirables avant les étapes de traitement ultérieures. Il peut être manuel, optique (spectroscopie, rayons X), par densité (classification aéraulique, flottation) ou par taille (criblage, tamisage).

**Optimisation des lieux de stockage (d)** Les lieux de stockage sont choisis pour minimiser les impacts environnementaux et les manutentions inutiles, en les éloignant des zones sensibles (cours d'eau, etc.).

**Capacité de stockage appropriée (e)** Des mesures sont prises pour éviter l'accumulation excessive de déchets :

- La capacité maximale de stockage est définie et respectée, en tenant compte des risques (incendie, etc.) et de la capacité de traitement.
- La quantité stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité autorisée.
- Le temps de séjour maximal des déchets est clairement fixé.

**Déroutement du stockage en toute sécurité (f)** Les équipements de manutention sont identifiés et marqués. Les déchets sensibles (chaleur, lumière, air, eau) sont protégés. Les conteneurs et fûts sont adaptés et stockés en sécurité.

**Zone dédiée aux déchets dangereux emballés (g)** Une zone spécifique est réservée au stockage et à la manutention des déchets dangereux emballés, si nécessaire.

#### Constats :

Lors de la visite du 13 novembre 2025, le fonctionnement de l'organisation de la collecte des déchets a été détaillé, de la prospection des clients jusqu'à l'enlèvement des déchets. Ce processus comprend les étapes suivantes:

1. Prospection des clients et création de la fiche client À chaque nouveau client, un commercial prend contact avec la société concernée et crée une fiche client. Une CAP (Certificat d'Acceptation Préalable) est validée afin de s'assurer que le type de déchets proposé correspond aux capacités de traitement de CHIMIREC Delvert. 2. Contractualisation et planification Une fois la CAP validée, la collecte est organisée et planifiée selon le type et le volume de déchets à gérer. 3. Collecte et gestion des échantillons À chaque collecte chez le client, deux échantillons du déchet sont prélevés :

- Un échantillon est remis au client
- Un deuxième est conservé chez CHIMIREC Delvert

4. Analyse du mélange dans la cuve Lorsque la cuve de stockage est pleine, un échantillon du mélange de déchets de la cuve est analysé afin de vérifier la conformité de l'ensemble.

5. Gestion des non-conformités En cas de non-conformité constatée lors de l'analyse du mélange, la traçabilité et le registre de collecte permettent d'identifier précisément les clients concernés. Des analyses additionnelles, du dernier au premier apport, sont réalisées pour déterminer l'origine du déchet non conforme.

6. Suivi via un logiciel interne Toutes les étapes, de la prise de contact avec le client à la gestion des échantillons et des opérations, sont suivies et tracées à l'aide d'un logiciel interne dédié à la vie du déchet.

**Constat : Lors de la visite, par échantillonnage l'inspection a demandé le CAP du client SNCF Voyageurs Technicentre. Celui-ci n'était pas à jour et disponible dans le logiciel précité.**

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>